

Une économie rennaise florissante en 2019

LES CHIFFRES

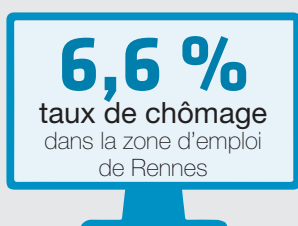


*sur un an
au 3^e trimestre 2019



5 400

emplois supplémentaires
dans la zone d'emploi de Rennes
sur un an au 3^e trimestre 2019



au 3^e trimestre 2019



+ 32 000
recrutements en
contrats longs
au 3^e trimestre 2019

Les tensions géopolitiques et commerciales, dont les États-Unis ont particulièrement animé les échanges ces derniers mois, ont renforcé l'incertitude qui pesait déjà sur les acteurs économiques et sur l'activité mondiale qui a entamé une phase de ralentissement dans les pays avancés et émergents. Aucun des plus grands pays n'y a échappé. La Chine a vu sa demande intérieure et son commerce extérieur se contracter avant même d'être contaminée par le Coronavirus. La propagation du Covid-19 dans le temps et l'espace pourrait avoir des conséquences importantes sur l'économie en 2020. Les premières analyses envisagent une croissance en France sous la barre des 1 % contre une prévision initiale à + 1,3 % dans la loi de finances 2020.

En 2019, en Europe, la croissance a également ralenti, la France a notamment connu un dernier trimestre négatif (- 0,1 %). Après un trou d'air, la croissance économique allemande a réaccélééré en fin d'année. La menace d'un Brexit sans accord s'est éloignée, mais de nombreux sujets économiques restent à négocier entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Pour 2020, l'OCDE prévoit une croissance de 0,8 % en Union européenne et de 0,9 % en France et 0,3 % en Allemagne.

Malgré le ralentissement, l'économie française crée toujours des emplois (plus de 250 000 emplois salariés privés en un an). Le chômage continue de se résorber et atteint 8,3 %. Quant aux créances impayées par les entreprises, elles sont aussi en recul de 6 points comparativement à 2018. L'évolution du pouvoir d'achat devrait croître moins fortement en 2020, mais la confiance des ménages est repartie à la hausse. Ces indicateurs bien orientés pourraient limiter la décélération de l'économie.

Après un début d'année 2019 au beau fixe, l'économie rennaise prospère. Plus de 5 400 emplois salariés privés supplémentaires ont été créés en un an (+ 2,2 % de croissance) dans l'aire métropolitaine. Rennes demeure la zone d'emploi où le taux de chômage est le plus faible de France comparativement aux autres métropoles (6,6 %). Le nombre d'embauches, en augmentation de 6,1 % sur un an, a pour la première fois franchi la barre des 30 000 embauches au troisième trimestre 2019. Toutefois, la situation des demandeurs d'emploi seniors et des chômeurs de longue durée (supérieure à deux ans) reste préoccupante. Les indicateurs de santé économique et financière des entreprises sont également bien orientés. Le montant des créances impayées ont de nouveau reculé, les défaillances d'entreprises sont restées au niveau le plus bas et l'activité des entreprises est globalement en augmentation.

En 2019, près de 100 millions d'euros ont été levés par les entreprises de l'aire métropolitaine rennaise majoritairement dans les écosystèmes du numérique, de la santé et de l'alimentation. Les entreprises ont poursuivi leur développement à l'international et leur collaboration avec les acteurs de la recherche. Le secteur de la cybersécurité s'est structuré et est monté en puissance. L'écosystème de l'agroalimentaire a continué d'investir et de recruter. Cependant, les difficultés de recrutements contraignent toujours la croissance de l'activité dans de nombreux secteurs.

EMPLOI ET MASSE SALARIALE

Forte croissance de l'emploi : + 2,2 % en un an

La zone d'emploi de Rennes et le département d'Ille-et-Vilaine ont connu des évolutions d'emploi significativement supérieures aux moyennes régionales (+ 1,7 %) et nationales (+ 1,4 %). Bien que l'emploi ait reculé au second trimestre 2019 après une année de forte croissance, 5 440 emplois supplémentaires ont été créés dans la zone d'emploi de Rennes sur un an.

Ces forts gains d'emploi ont d'abord bénéficié aux territoires périphériques de la métropole rennaise (+ 2,9 %). Toutefois, celle-ci demeure la première créatrice d'emploi en volume (+ 3 056).

Depuis 2018, la croissance du PIB français comme celle de l'emploi rennais a diminué. Cependant, les gains d'emplois dans l'aire métropolitaine rennaise sont restés conséquents. L'évolution négative du PIB au quatrième trimestre 2019 (- 0,1 %) et les incertitudes économiques mondiales (Brexit, coronavirus, conflits commerciaux...) pourraient influencer négativement sur l'activité. L'OCDE prévoit une croissance de l'ordre de 0,9 % en 2020.

Le numérique, les services supérieurs aux entreprises et les services opérationnels : toujours en grande forme

Le rythme de croissance du secteur numérique est le plus élevé de la zone d'emploi rennaise (+ 5 %). Plus de 1 000 emplois ont été créés en un an pour soutenir le développement de l'écosystème. Les services opérationnels et supérieurs, dont une part de l'activité est liée au numérique, ont respectivement gagné 650 et 510 emplois supplémentaires. Quant au transport et à la logistique, le secteur a continué de recruter (+ 560 emplois). Viennent ensuite, la construction (+ 560), les activités financières (+ 470) et le commerce de détail (+ 300).

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ET MASSE SALARIALE

Territoire	Emploi au 3 ^e Trim.2019	Évol. trimestrielle de l'emploi	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
ZE* de Rennes	252 980	0,5%	5 440	2,2%	5,0%
Ille-et-Vilaine	325 090	0,5%	6 930	2,2%	5,0%
Bretagne	836 400	0,2%	13 680	1,7%	4,3%
France entière	18 700 000	0,2%	251 100	1,4%	3,7%

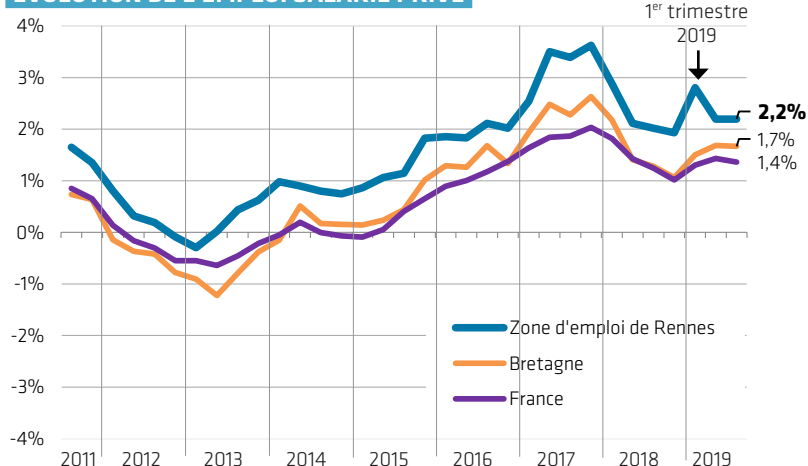
Source : ACOSS - URSSAF - DARES (Effectifs intérimaires) - Données CVS
* ZE : Zone d'emploi

DÉCOMPOSITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

Territoire	Emploi au 3 ^e Trim. 2019	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an
Ville de Rennes	72 826	1 093	1,5%
Rennes Métropole hors Ville de Rennes	98 692	1 963	2,0%
Aire urbaine hors Rennes Métropole	49 848	1 417	2,9%
ZE de Rennes hors aire urbaine	17 980	296	1,7%
Ille-et-Vilaine hors zone d'emploi	67 485	801	1,2%

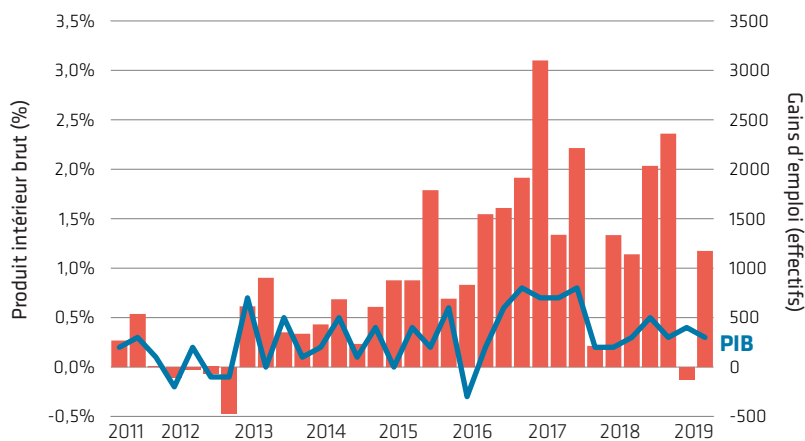
Source : ACOSS - URSSAF - Données brutes - Hors intérimaires

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ



Source : ACOSS - URSSAF Cellule statistique Bretagne - Données CVS - Évolution en glissement annuel

ÉVOLUTION COMPARÉE DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LA ZONE D'EMPLOI DE RENNES ET DU PIB FRANÇAIS



Source : ACOSS - URSSAF Cellule statistique Bretagne (Données CVS) - INSEE (PIB en volume)

De forts gains d'emplois en Ile-et-Vilaine (+ 6 900)

Sur un an, plus de 250 000 emplois salariés privés ont été créés en France. Ces gains d'emplois sont répartis selon le schéma désormais habituel : Les arcs atlantique et méditerranéen, la région du Rhône et Paris bénéficient des plus forts dynamismes. En revanche, les territoires du Centre et du Nord-Est sont toujours en marge de la création d'emploi.

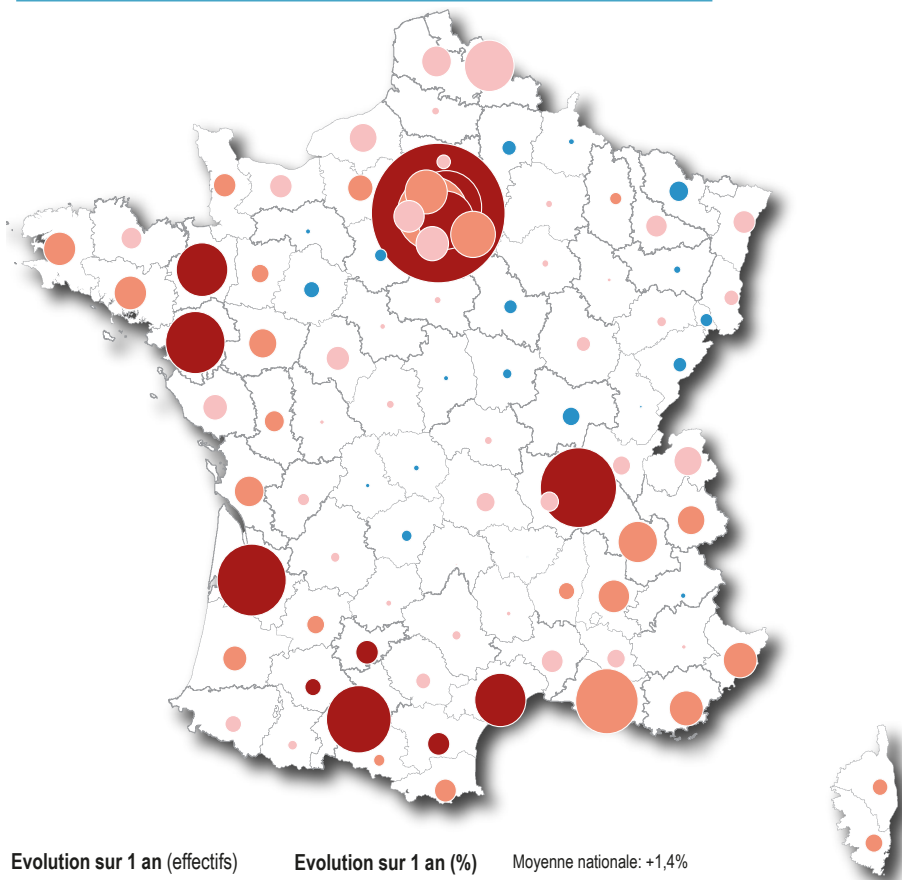
Dans ce contexte, l'Ile-et-Vilaine réalise 2,2 % de croissance d'emploi, soit un gain de 6 900 salariés en un an. Le département fait toujours partie des territoires les plus performants, il devance notamment le Rhône, la Loire-Atlantique (+ 2,1 % et 9 445 emplois) et les Bouches-du-Rhône pour son taux de croissance et le Nord, l'Isère et le Var pour son volume d'emplois supplémentaires.

Des emplois intérimaires toujours aussi demandés

En augmentation de 12 % sur un an, les emplois intérimaires sont toujours aussi plébiscités par les entreprises. La construction continue de recruter en intérim (+ 12 % en un an) tout comme l'industrie (+ 7,3 %). Quant aux services, ils connaissent des croissances particulièrement élevées : services aux entreprises (+ 46 %), autres activités tertiaires (+ 12 %).

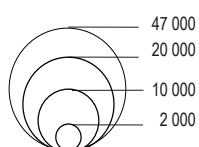
On observe toutefois une diminution des effectifs dans l'industrie « électronique et machinerie » sur un an. Les évolutions d'emplois intérimaires des secteurs de l'industrie agroalimentaire et des industries des écoactivités ont connu une baisse sur 6 mois.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR DÉPARTEMENT

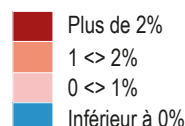


Evolution sur 1 an (effectifs)

Fin 3^e trimestre 2018 à fin 3^e trimestre 2019



Evolution sur 1 an (%)



Moyenne nationale: +1,4%



Source : ACOSS-URSSAF-DARES- Cellule statistique Bretagne

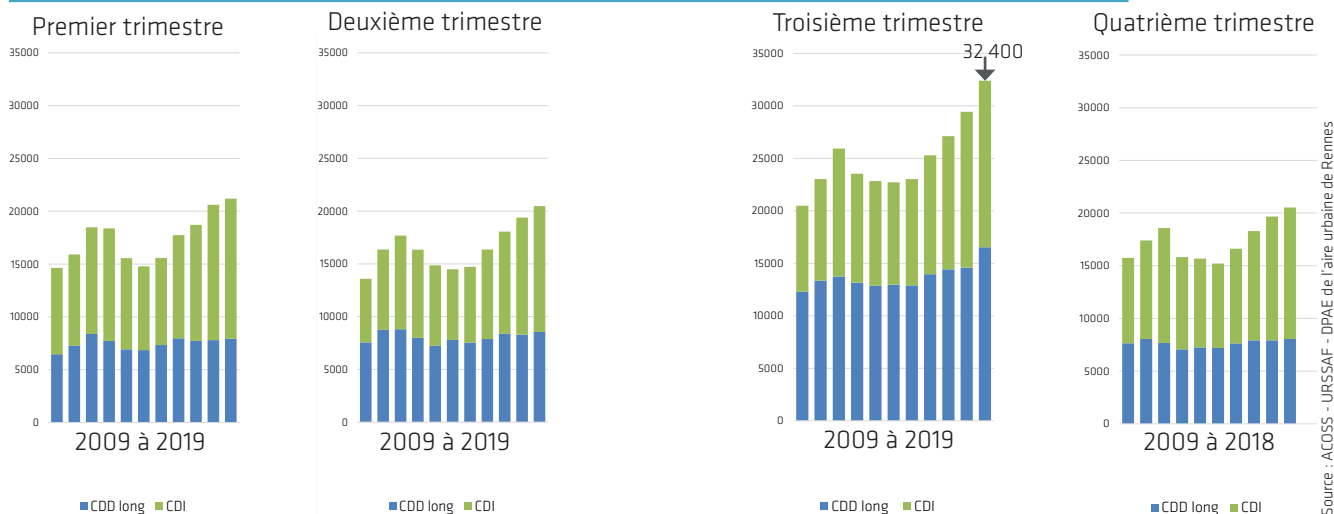
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DANS LE BASSIN DE RENNES

Secteur d'activité	Effectifs ETP 3 ^e Trim. 2019	Évolution sur 1 an	Évolution sur 6 mois
Construction	3 281	12%	7%
Industrie Agroalimentaire	1 621	4%	-7%
Transports & logistique	1 471	16%	10%
Autres activités tertiaires	1 174	12%	2%
Commerce	1 057	4%	5%
Industrie Automobile	1 010	8%	3%
Autres industries	925	20%	5%
Services aux entreprises	879	46%	20%
Industrie Électronique & machinerie	294	-13%	-8%
Industries Écoactivités	315	2%	-18%
Agriculture	56	67%	-1%
Intérim total	12 083	12%	7%

Source : Pôle Emploi Bretagne - proche du périmètre de l'aire urbaine, le bassin d'emploi de Rennes couvre 158 communes

CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI

DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE EN CONTRAT LONG DANS L'AIRE URBAINE DE RENNES



Plus de 32 000 embauches au 3^e trimestre 2019

Après un trou d'air au second semestre 2019 sans gain d'emplois et un ralentissement de la croissance des embauches particulièrement en CDI, les recrutements ont de nouveau accéléré (+ 10 % sur un an) en dépassant largement la barre des 30 000 embauches lors du troisième trimestre 2019. Un nouveau record qui s'appuie sur une croissance des recrutements en CDI et en CDD long (de plus d'un mois).

Taux de chômage dans l'aire métropolitaine rennaise à 6,6 %

La croissance économique se traduit localement par de forts gains d'emplois et un faible taux de chômage. Malgré une légère augmentation au troisième trimestre, le chômage baisse de 0,3 point sur un an. Ainsi, Rennes a la zone d'emploi dont le taux de chômage est le plus bas de l'ensemble des 22 métropoles françaises devant Nantes (6,7 %) et Grenoble (7,2 %).

L'Ille-et-Vilaine affiche également un des meilleurs taux de chômage de France (6,5 %). Ses zones d'emplois ont des taux compris entre 4,6 % pour Vitré et 7,1 % pour Redon. Ces performances contribuent à ce que la Bretagne conserve le meilleur taux de chômage des régions françaises (7,1 %) devant les Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes pour une moyenne, en France métropolitaine à 8,3 %.

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi

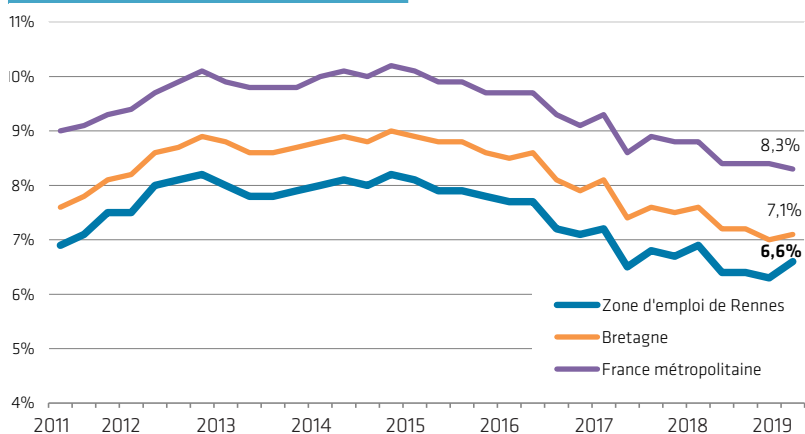
Depuis deux ans, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories ABC est stable dans la zone d'emploi de Rennes. Malgré de fortes tensions dans les métiers de la construction et du numérique, le territoire semble avoir atteint un palier temporaire. La situation est toutefois différente aux échelles régionale ou nationale. On y observe une diminution marquée des demandeurs d'emploi de catégorie A et une augmentation cachée des catégories B et C. Bien que nous ne le quantifions pas cette tendance, il semble que de nom-

breux demandeurs d'emploi de catégorie C resteraient inscrits même en situation d'emploi.

Après plusieurs semestres d'augmentation, le nombre de chômeurs de longue durée (plus de 1 an) a légèrement diminué. Cependant, la situation des chômeurs de plus de 2 ans s'est dégradée. Ils sont 3 % plus nombreux. Ainsi, le clivage entre les chômeurs de très longue durée et les autres semble s'accroître y compris à l'échelle nationale.

La stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi dans la zone d'emploi cache des évolutions davantage contrastées selon le sexe et l'âge. Sur un an, le nombre d'hommes de plus de 25 ans et de plus de 50 ans en catégorie A, a augmenté de respectivement 4,6 % et 2,3 % alors

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



ÉVOLUTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DEFM)

Territoire	Catégorie A			Catégories ABC		
	Novembre 2019*	Évol. sur 1 an	Évol. sur 2 ans	Novembre 2019*	Évol. sur 1 an	Évol. sur 2 ans
ZE de Rennes	34 280	0,2%	-0,1%	64 997	-0,3%	0,3%
Bretagne	142 290	-2,8%	-4,9%	264 240	-2,4%	-2,9%
ZE 22 métropoles	1 218 227	-2,7%	-4,0%	1 980 290	-2,4%	-2,2%
France métropolitaine	3 350 800	-3,0%	-4,4%	5 537 317	-2,7%	-2,7%

Source : STMT - Pôle Emploi - DARES (Données brutes)

* Moyenne sur les trois derniers mois disponibles : septembre, octobre, novembre.

que le nombre de femmes pour ces mêmes critères d'âge a diminué de 1,9 % et 1,5 %. Concernant les catégories ABC, le critère d'âge est un des principaux facteurs explicatifs, les moins de 25 ans ont été moins nombreux (- 3% chez les hommes et - 5 % chez les femmes) tandis que les plus de 50 ans rencontrent davantage de difficultés à trouver un emploi (+ 2,8 % chez les hommes et + 1,9 % chez les femmes).

ACTIVITÉ ET SANTÉ FINANCIÈRE

Diminution des créances impayées des entreprises

Reflète de la bonne santé des entreprises, les montants des créances impayées des entreprises diminuent plus fortement en Ile-et-Vilaine et en Bretagne qu'à l'échelle nationale. En repli de 13 points sur un an, ils sont à leur plus bas niveau depuis 2008 à l'échelle du département.

De nombreuses entreprises déclarent un chiffre d'affaires en hausse

Près de 4 entreprises sur 10 ont déclaré une augmentation de leur activité au second semestre 2019. À l'inverse, elles étaient 26 % à déclarer un recul de leur chiffre d'affaires. Le solde d'opinion est donc resté largement positif, malgré une fin d'année plus compliquée que prévu à l'échelle nationale. L'ensemble des secteurs interrogés a profité de la bonne conjoncture économique. Le secteur de la construction a affiché le meilleur solde d'opinion (19 points) en progression de 9 points comparé au premier semestre. Quant au commerce, le secteur a déclaré bénéficier moins fortement de la conjoncture en raison des mouvements sociaux notamment, même si le solde d'opinion était positif.

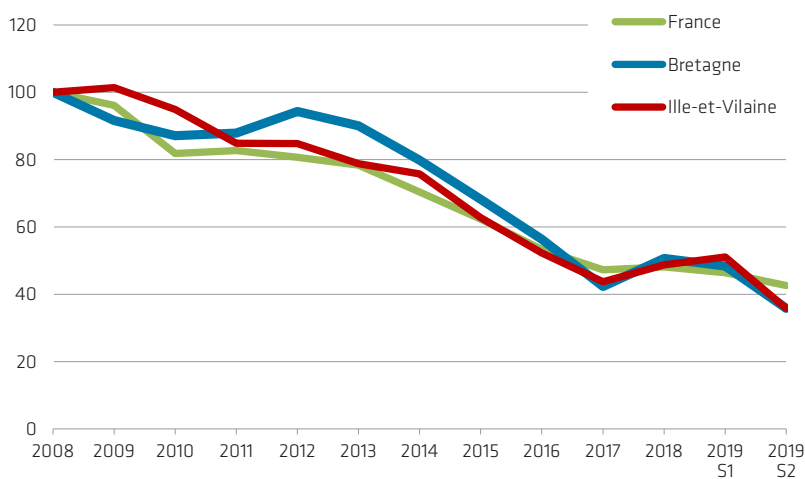
Des défaillances d'entreprises toujours peu nombreuses

La santé des entreprises est au beau fixe. Depuis le second semestre 2016, le nombre de procédures collectives est demeuré largement sous la barre des 250 ouvertures par semestre. Pourtant, le nombre d'établissements actifs a augmenté de 10 % entre 2015 et 2019.

On dénombre davantage de fermetures pour les entreprises de maçonnerie et de restauration traditionnelle et rapide, mais la majorité d'entre elles ne compte pas d'emploi salarié. Au total, ce sont 691 emplois qui sont concernés par les ouvertures de procédures dont une entreprise de transport routier de marchandises (140 salariés), une entreprise de négoce d'articles de robinetterie (106 emplois), 4 entreprises de fabrication de chaussures (47 emplois).

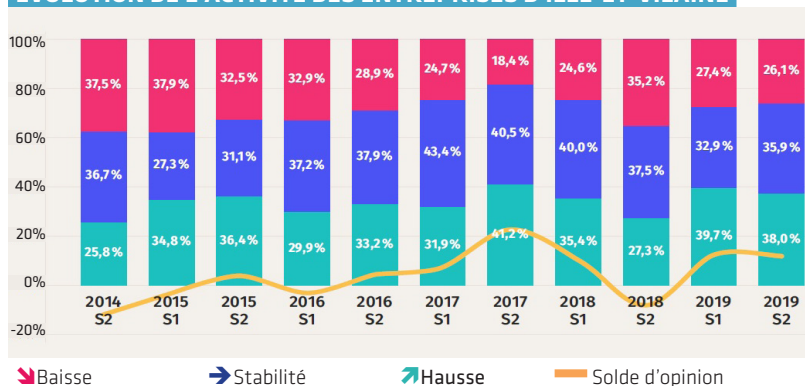
MONTANT DES CRÉANCES IMPAYÉES DES ENTREPRISES

(Indice base 100 : moyenne sur l'année 2008)



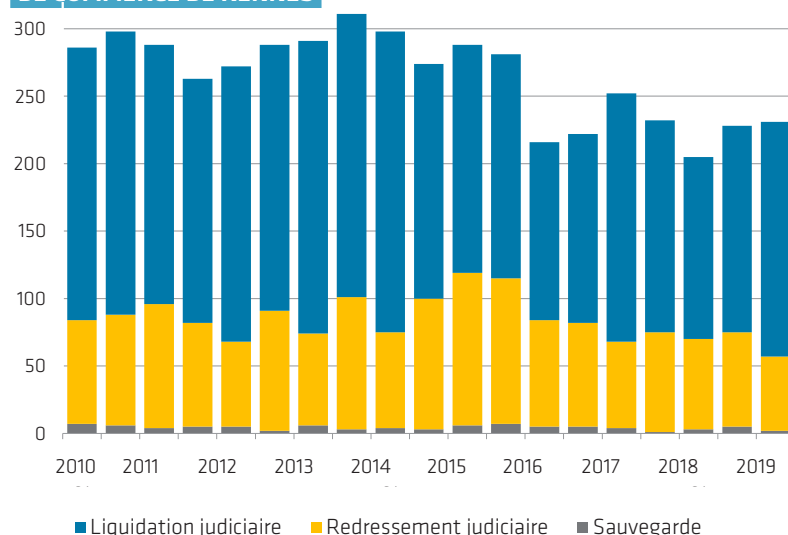
Source : Banque de France - Direction régionale Bretagne

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE



Source : CCI Ile-et-Vilaine - Observatoire économique de Bretagne

OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Rennes

Cette note livre une synthèse des faits marquants de l'actualité économique locale, parus dans la presse durant le semestre. L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité ; il s'agit d'une sélection d'informations.



Automobile

PSA Rennes (Chartres-de-Bretagne) 3 200 salariés

Le site a produit **154 000 véhicules en 2019** et a commencé la production du nouveau SUV C5 Aircross Hybrid. Les premières voitures hybrides seront livrées à la fin du premier semestre 2020. Un nouveau modèle qui s'inscrit pleinement dans la stratégie de Citroën d'électrifier 100 % de ses modèles à horizon 2025.

eSoftThings (Cesson-Sévigné) 40 salariés

L'entreprise qui invente les technologies de demain et notamment pour la voiture autonome **se développe à l'international et recrute.**

We Now (Rennes) 7 salariés

L'entreprise **lève 1,3 million d'euros** pour accélérer la commercialisation de son boîtier connecté qui permet de réduire durablement les émissions de CO². Pour y arriver, We Now compte sur la technologie, le coaching et la «gamification».

Mobility Tech Green (Rennes) 37 salariés

A été récompensée par le CES Award du « Vehicule intelligence and transportation ». Sa solution d'autopartage « e-Colibri » permet **d'optimiser l'utilisation des flottes de véhicules d'entreprises.**

Corectec (St-Aubin-du-Cormier) 145 salariés

Après avoir repris l'équipementier Tecma en 2019, le groupe souhaite doubler son activité d'ici cinq ans. Pour cela, l'entreprise qui réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'international a choisi de déménager à St-Aubin-du-Cormier pour **moderniser sa chaîne de production.**

Segula Matra Automotive (Chartres-de-Bretagne) 52 salariés

Le groupe va investir à St-Grégoire et **recruter 30 salariés supplémentaires.**



Coworking

La Maison du coworking (Rennes)

La Maison du coworking investit 500 000 euros pour transformer un immeuble de bureau en espace de travail partagé. Il vise quatre prochaines ouvertures à Rennes.

Exig (Bédée)

Ouvre un centre de coworking à Bédée.

Vannest (Rennes)

Crée un nouvel espace de coworking au sein de la Grande Halle Oberthur.

Espace Tréma (Noyal-sur-Vilaine)

Pays de Châteaugiron Communauté ouvre son espace de coworking à Noyal-sur-Vilaine.

La Canopé (Janzé)

Ouvert dans le centre-ville de Janzé, l'espace comprend un espace de coworking et un fablab qui ouvrira dès mars 2020.

Freebooter Republic (St-Malo)

L'espace a ouvert ses portes en novembre 2019.

Eclozr (Rennes)

Dédié à l'innovation pour les entreprises, ce tiers-lieu unique ouvert ses portes en 2019 et vient d'inaugurer son design lab. La structure accompagne les entreprises dans la construction de leur innovation.

Groupe Legendre-Whoorks (Rennes)

Tout un écosystème d'entreprises travaille dans un même lieu qui reprend les codes et les services des espaces de coworking. Une dizaine d'entreprises de secteurs différents y ont pris place à Rennes : La coopérative agricole InVivo, le spécialiste de la restauration de biens immobiliers ancien Histoire et Patrimoine, l'exploitant de parc éolien Velocita Energies, l'expert des centrales photovoltaïques au sol, IB Vogt France, etc.

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE MODERNISÉE ET PERFORMANTE RELÈVE LES DÉFIS DE LA TRANSITION

Malgré la diminution des ventes de voitures diesel en 2019 en France (- 10 %), le nombre d'immatriculations est en hausse (+ 1,9 %).

Localement, l'industrie automobile recrute. We Ker a organisé un salon de recrutement pour aider notamment PSA, Plastic Onium, Sanden, Cooper Standard... à trouver de nouveaux collaborateurs. Après le rachat de la branche AVS (systèmes anti-vibratoires) de Cooper Standard, Contitech affirme sa volonté de développer l'activité rennais. De son côté, PSA produit le nouveau SUV C5 hybride qui s'inscrit dans un marché des hybrides et électriques avec une croissance des ventes de 35,9 % sur un an.

Lieu d'excellence de l'industrie du futur en Bretagne, le pôle d'excellence industrielle de Rennes - La Janais a reçu le soutien du ministère de l'Économie et des Finances. Il fait partie de 12 sites industriels repérés par l'État et mis en avant lors du 3^e sommet « Choose France ! » pour sa capacité à recevoir dès maintenant des activités industrielles.

LE COWORKING POURSUIT SA PHASE DE DÉVELOPPEMENT EN ILLE-ET-VILAINE

L'essor du numérique et des emplois tertiaires ont ouvert de nouvelles perspectives et modes d'organisation du travail. Les nouvelles pratiques s'affranchissent de lieu physique unique pour un travail davantage nomade. Pour répondre à ces changements d'organisation, de nouveaux lieux ont vu le jour et se développent : 23 espaces de coworking ont vu le jour en 2019 en Ille-et-Vilaine.

Une méthode de travail qui est aussi adoptée par les entreprises comme en témoigne le lancement à Bordeaux, Rennes et Nantes du concept Whoorks de l'entreprise Legendre (Site Audiar : www.audiar.org - Carte : Veille sur les tiers-lieux de travail en Ille-et-Vilaine, rubrique : Économie et Coopération, thème : Zones d'activités et immobilier d'entreprise).

Recherche

IMT Atlantique (Rennes) 68 salariés

L'école a inauguré sa **nouvelle chaire** en partenariat avec Bodet Software dont l'objet est l'architecture, le déploiement et l'administration des infrastructures IT.

Labcom Litis (Rennes)

Litis est le **nouveau laboratoire commun rennais** dont l'objectif est de faire progresser la médecine grâce à l'exploitation des données de santé, notamment dans le cadre du Big Data. Le Labcom rassemble Enovacom, société d'édition de logiciels de santé (filiale d'Orange Business Services), l'Université de Rennes 1, l'Inserm et le CHU de Rennes.

Cailabs (Bruz) 43 salariés

A mis en place un **partenariat avec l'Institut Maupertuis** pour l'amélioration des procédés laser de haute puissance.

B-Com (Cesson-Sévigné) 110 salariés

Lance un **appel à projets**, en partenariat avec les pôles de compétitivité bretons, pour soutenir l'émergence de nouvelles solutions susceptibles de créer de l'emploi en Bretagne en facilitant l'accès des PME aux compétences et technologies numériques de b-com.

LIT Ouesterel - Inrae (Rennes)

Ce **nouveau laboratoire d'innovation territorial** réunit notamment les acteurs de la recherche (Inrae, Agrocampus...) et les entreprises (Agrial, Terrena, Triskalia...) pour co-construire de nouvelles solutions en faveur du bien-être et de la santé des animaux.



Formation

Microsoft (Rennes)

Ouvre une **école** au premier trimestre 2020 pour former les demandeurs d'emploi en **data et intelligence artificielle**.

Sulky (Châteaubourg) 191 salariés

L'entreprise investit 600 000 euros pour agrandir son **centre de formation**.

Simango (St-Jacques-de-la-Lande)

Cette jeune pousse de la réalité virtuelle appliquée aux ressources humaines vient de lever **1,2 million d'euros**. Ses modules de formation principalement à destination du monde de la santé sont 10 fois moins chers que les formations classiques.

INSA (Rennes) 520 salariés

Le groupe immobilier Idec s'associe avec l'INSA en **parrainant le cursus « Génie Civil Urbain »** afin de promouvoir l'accès des étudiants aux entreprises.

Cabsoc Group (Châteaubourg)

Créé **Cabsoc Formation** pour développer les compétences des actifs notamment dans les métiers de l'hydraulique, principal domaine de compétence d'une autre filiale du groupe : Socah Hydraulique.



Incubation

Station B (Rennes)

11 universités et grandes écoles rennaises s'unissent pour créer la « **Station B** » : un incubateur étudiant multi-compétences avec un accompagnement dès la première année d'étude jusqu'à la création d'entreprise.

INNOVATION ET FORMATION : ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE AUX CÔTÉS DES ENTREPRISES

Le numérique s'est déployé dans toute l'économie et monte en puissance pour accompagner les gains de productivité des entreprises (automatisation, 5G, robotique, mécatronique...). L'écosystème rennais innove et crée en partenariat avec les acteurs locaux de la recherche de nouvelles technologies pour assurer son développement. Les acteurs rennais nouent également des relations pour former des talents et faciliter l'entrepreneuriat notamment chez les étudiants.





Numérique

Kerlink (Thorigné-Fouillard) 115 salariés

Le spécialiste de l'internet des objets déploie un nouveau réseau privé d'internet des objets à l'aéroport de Schiphol-**Amsterdam**.

Olnica (Chantepie) 11 salariés

L'entreprise fabrique et intègre des traceurs contre la fraude et la contrefaçon dans des stylos avec cartouche d'encre sécurisée, contenant un traceur moléculaire unique identifiant les signatures manuscrites. Cette innovation devrait lui permettre de se développer davantage notamment en **Corée, au Japon, en Amérique, en Chine...**

B2A Technology (Mordelles) 201 salariés

Le groupe reprend le Néo-Zélandais Glidepath Limited (300 salariés). Présents dans l'aéroportuaire en **Europe, Russie, Canada**, l'entreprise va maintenant travailler en **Australie, Afrique du Sud, Chili, Pérou...**

Kurmi (Cesson-Sévigné) 40 salariés

L'activité de l'éditeur de logiciels a bondi de 40 % en 2019. Grâce à ses performances à l'international, et notamment aux **États-Unis**, qui représentent 70 % de son activité. L'entreprise recrute 15 nouveaux collaborateurs.

Broadpeak (Cesson-Sévigné) 90 salariés

Pour multiplier son chiffre d'affaires par quatre en cinq ans, l'éditeur de logiciel mise sur le national (Orange, Bouygues Telecom...) et surtout à l'international (**États-Unis, Inde, Australie, Pologne, Japon, Espagne, Dubaï, Singapour...**) où elle réalise 90 % de son chiffre d'affaires.

Delta Dore (Bonnemain) 409 salariés

Compte doubler la part de son chiffre d'affaires à l'international en passant de 32 % à 70 %.

Smiile (St-Malo) 14 salariés

Le réseau social de proximité qui propose services et entraide pour les habitants d'un même quartier implante sa solution au **Japon**.



BTP

Groupe Legendre (St-Jacques-de-la-Lande) 430 salariés

S'implante au **Portugal**.



Agroalimentaire

Sulky (Châteaubourg) 191 salariés

Le fabricant de machines pour l'agriculture a signé un partenariat avec la société Lemken en **Allemagne**. L'entreprise exporte dans le monde entier (**Japon, Europe, Russie, Canada, Chili, Brésil, Afrique du Sud, etc.**) et va travailler dans de nouveaux pays.

Groupe Le Duff (Servon-sur-Vilaine, Rennes) 1 000 salariés

Le groupe investit 200 millions d'euros en **Amérique du Nord** pour sa filiale Bridor.

Solina (Bréal-sous-Montfort) 134 salariés

Le spécialiste des ingrédients salés a fait l'acquisition de la société **québécoise** « Produits Alimentaires Berthelet » qui produit des soupes, sauces, épices, etc.

Groupe CCPA (Janzé) 110 salariés

Le fabricant **turc** de prémélanges et aliments minéraux pour l'alimentation animale des ruminants et volailles « BETA TARIM » rejoint le groupe CCPA.

LES ENTREPRISES RENNAISES POURSUIVENT LEUR DÉPLOIEMENT À L'INTERNATIONAL

Nouveaux marchés, partenariats, implantations, croissance externe... Depuis plusieurs années, les entreprises rennaises ont investi les marchés internationaux. Leur capacité à tisser des liens et à s'imposer sur des marchés mondiaux montent en puissance leur permettant ainsi d'assurer leur croissance notamment dans les secteurs du numérique et de l'agroalimentaire.

Un grand rendez-vous international de l'alimentation biologique à Rennes en 2020

Rennes accueillera le 20^e congrès mondial de l'alimentation biologique (Organic World Congress), en septembre 2020 au Couvent des Jacobins. 2 400 congressistes internationaux sont attendus (producteurs, transformateurs, distributeurs...) pour échanger sur le sujet : « Comment mieux nourrir le monde en régénérant notre planète ? ». Ce congrès mondial vise à partager les innovations, les perspectives et les opportunités de développement du secteur qui représente un marché de 9,7 milliards d'euros en France.



Photo : Audiar



Agrotic

Dilepix (St-Jacques-de-la-Lande) 4 salariés

Reconnu en Amérique du Nord dans deux programmes d'accompagnement prestigieux. La startup rennaise a levé **1 million d'euros** et recruté **3 salariés** supplémentaires et devrait atteindre 15 salariés en 2020. Dilepix automatise la surveillance agricole.

Photon Lines (St-Grégoire) 4 salariés

L'entreprise recrute pour poursuivre son développement notamment à l'international. Photon Lines applique des solutions optiques dans le but de sélectionner de manière industrielle des haricots verts de bonne qualité, détecter des corps étrangers dans des pots de confiture, contrôler la cuisson des baguettes de pain ou repérer les maladies dans les cultures.

Altenov (Betton) 300 salariés

Spécialisé dans l'intégration de solutions technologiques au sein d'unités de production notamment agroalimentaire, le rennais a investi **12,5 millions d'euros** dans sa nouvelle usine. **4 millions d'euros** seront également injectés prochainement dans une nouvelle usine à Lamballe.

Foodologic (Rennes)

Met en relation des producteurs et des acheteurs de fruits et légumes invendus.



Investissements et recrutements

Groupe Le Duff (Servon-sur-Vilaine, Rennes) 1 000 salariés

Sa filiale Bridor va investir **250 millions d'euros** et créer **500 emplois** dans les 5 prochaines années dans sa nouvelle usine à Liffré qui devrait produire dès avril 2022.

Pour répondre à l'augmentation de son activité (+ 20 %), un investissement supplémentaire de **20 millions d'euros** sera réalisé à Servon-sur-Vilaine pour doubler la taille du centre de stockage des produits finis.

Lactalis (Retiers) 800 salariés

Le groupe souhaite recruter **100 salariés** pour ses usines à Retiers dans l'immédiat et une autre centaine dans un deuxième temps.

Traiteur de Paris (La Guerche-de-Bretagne, Rennes) 184 salariés

Après avoir investi dans un atelier de production à **11 millions d'euros**, l'entreprise, spécialisée dans la fabrication de pâtisseries premium surgelées pour les professionnels, va augmenter la cadence et recruter **40 personnes** en 2020.

MG2MIX (Châteaubourg) 47 salariés

L'expert en fabrication de prémix de la nutrition animale double sa production à Châteaubourg grâce à un investissement de **8 millions d'euros**.

La Brûlerie Fougèraise (Rennes)

Reprise par Coïc, l'entreprise a implanté un nouvel entrepôt de distribution (**3 millions d'€**) route de Lorient à Rennes.

UFAB (Châteaubourg)

La filiale bio de Le Guouessant a investi 7 millions d'euros à Châteaubourg dans un nouveau silo de collecte de matières premières agricoles

Newcold (Montauban-de-Bretagne)

Le groupe hollandais projette d'investir 76 millions d'euros dans la construction d'entrepôt de stockage frigorifique de 700 000 m². Il devrait créer 60 emplois.

AGROALIMENTAIRE : DES RECRUTEMENTS ET DES INVESTISSEMENTS MAJEURS

Signe de la bonne santé économique, les entreprises de l'agroalimentaire poursuivent leurs investissements, innovent et renforcent leur marché à l'international ou dans des filières en croissance comme l'agriculture biologique. L'écosystème a réalisé peu de gains d'emplois en CDI et CDD, mais a eu significativement recours à l'intérim. Les investissements engagés devraient se traduire en emplois durables en 2020. Bridor prévoit par exemple l'ouverture d'une nouvelle usine à Liffré pour répondre à l'augmentation de son activité. La filiale du Groupe Le Duff devrait investir 250 millions d'euros et créer 500 emplois en cinq ans. Toutefois, les préoccupations mondiales : coronavirus, Brexit et tensions commerciales mondiales pourraient impacter un secteur porté vers l'international.

Les acteurs rennais se sont également emparés de la question de la transition numérique en développant de nouvelles technologies (robotique, photonique, automatisation...) pour répondre aux besoins l'ensemble de la chaîne de valeur agricole locale et mondiale.



© Destination Rennes/Julien Mignot

Cybersécurité et Cyberdéfense

Thales (Rennes) 120 salariés

Recrute **20 ingénieurs** supplémentaires dans son site « La Ruche » composé actuellement de 60 ingénieurs en cybersécurité pour développer des solutions de cyberdéfense aérienne à l'usage de l'armée.

ComCyber (Rennes) 400 salariés

Le bâtiment du commandement de la cyberdéfense a été inauguré le 3 octobre. Il représente un investissement de **44 millions d'euros**. **800 cybercombattants** seront basés à Rennes à terme.

Cyberdéfense Factory (Rennes)

A été créé pour que les PME, les universitaires puissent travailler au contact des équipes de la DGA (Direction générale de l'armement). Il est aussi un incubateur de start-ups : un fonds de prise de participations de 80 millions d'euros a été créé pour les accompagner.

Airbus Cybersecurity (St-Jacques-de-la-Lande) 5 salariés

Inauguration de la plateforme d'entraînement CyberRange Bretagne qui dépend de la CyberRange d'Airbus Cyber Security. Dotée d'un centre de simulation, elle permet principalement aux jeunes et aux étudiants de se former aux risques cyber.

Orange (Rennes) 5 300 salariés

A annoncé l'installation prochaine de ses activités en croissance, dont la cyberdéfense, au sein de locaux de 9 000 m². Ce nouveau pôle sera situé en face de son campus de l'innovation, et accueillera quelque **800 collaborateurs**.

Hogo (Rennes) 6 salariés

Après avoir sorti un premier boîtier pour les industries sensibles, la startup spécialisée dans le domaine de la cybersécurité s'adresse désormais à tout type d'entreprise ayant besoin de sécuriser son réseau. Pour ce faire l'entreprise recrute de nouveaux collaborateurs.

DGA-MI (Bruz) 1 400 salariés

Va recruter **120 postes** dans les deux prochaines années. La DGA-MI de Bruz passera à terme de 1 400 à 2 000 personnes.

Cyberschool (Rennes)

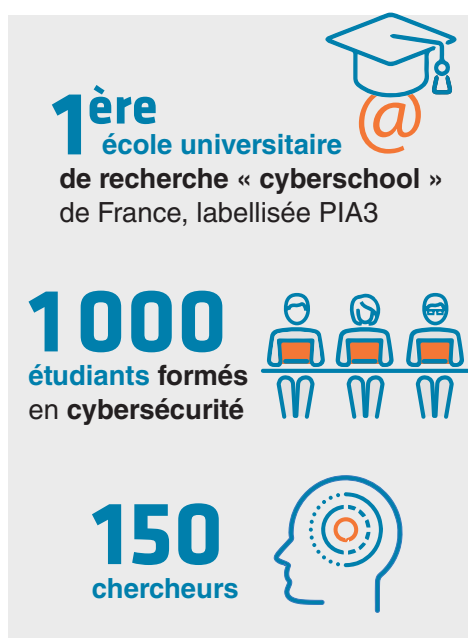
Création de la première école universitaire de France sur la cybersécurité. Reconnu internationalement, le pôle de recherche et de formation à l'ambition d'être **leader en Europe**.

Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (Bruz)

Tourné vers l'industrie du futur et la cybersécurité, le nouveau bâtiment du pôle formation de l'UIMM Bretagne inauguré le 8 novembre représente un **investissement de 7 millions d'euros**.

CYBERSÉCURITÉ : TOUT UN ÉCOSYSTÈME QUI SE STRUCTURE

Longtemps réservé aux États ou à des secteurs spécialisés, la cybersécurité est maintenant une préoccupation pour l'ensemble des acteurs économiques. Pour répondre à ce besoin, l'écosystème rennais se structure autour d'un pôle d'excellence composé de grands groupes comme Orange, d'une cyberforce de l'armée et d'un pôle d'enseignement majeur. Cette montée en puissance se traduit par de nouvelles opportunités pour les entreprises, mais également des emplois et des investissements.



Extrait : L'excellence cybersécurité à Rennes Métropole, novembre 2019 Audiar



© UR1/DirCom/JLB



Santé

Hoppen (ex-Télécom Santé) (Cesson-Sévigné) 47 salariés

Le groupe lève **32 millions d'euros** pour atteindre son objectif de devenir leader sur la santé digitalisée.



Immobilier

Happywait (Rennes) 6 salariés

Le spécialiste de la digitalisation dans l'immobilier, Happywait lève **1,6 million d'euros** pour développer sa plateforme digitale.



Numérique

Acklio (Cesson-Sévigné) 15 salariés

L'expert en sécurisation des infrastructures de l'internet des objets, lève **2 millions d'euros** pour recruter et commercialiser ses solutions.

Cailabs (Rennes) 38 salariés

L'entreprise rennaise qui est devenue une référence mondiale en matière de photonique en quelques années, lève **8 millions d'euros** pour accroître son développement commercial.

Aviwest (Rennes) 50 salariés

Pour renforcer sa R&D et recruter 50 nouveaux salariés, l'entreprise internationale experte des solutions de transmission vidéo a levé **8 millions d'euros**.

Blacknut (Cesson-Sévigné) 30 salariés

Le spécialiste du jeu vidéo cherche a levé **10 millions d'euros**.



Alimentation

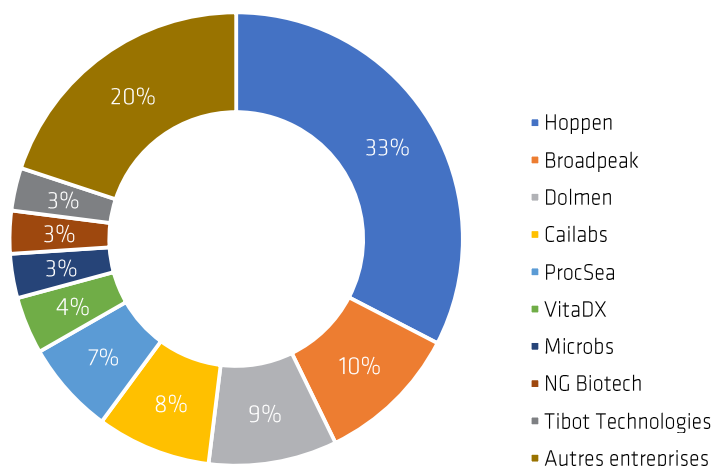
Procsea (St-Jacques-de-la-Lande) 22 salariés

Après une levée de fonds de 2,5 millions d'euros en 2018, la place de marché pour les produits de la mer a levé **6,5 millions d'euros** pour soutenir son développement et doubler son activité. Ses partenaires sont français, américains, espagnols, suisses et anglais.

Tibot Technologies (Cesson-Sévigné) 8 salariés

Lève **3 millions d'euros** pour faciliter le développement international de ses nouvelles technologies robotiques pour l'élevage.

98 MILLIONS D'EUROS DE LEVÉES DE FONDS EN 2019



Source : Audiar

FINANCEMENT DES ENTREPRISES : DES LEVÉES DE FONDS PLUS IMPORTANTES EN MOYENNE

L'édition n°14 de VigiÉco soulignait en 2018 la forte augmentation des levées de fonds à un niveau record de 100 millions d'euros. En 2019, les partenaires et investisseurs ont également répondu à l'appel des entreprises rennaises et d'Ille-et-Vilaine en les finançant à hauteur de 98 millions d'euros. La moitié des levées a été supérieure à 1,4 million d'euros, soit un niveau médian supérieur de 40 % à 2018. On pourrait également ajouter à cette liste Vivalto Santé. Le groupe breton, qui s'est très fortement développé en 10 ans grâce à sa stratégie de rachat, a levé 520 millions d'euros en 2019 pour refinancer sa dette.

D'après le baromètre EY, la moitié des fonds levés en Europe l'a été au Royaume Uni (11 milliards d'euros), en Allemagne (6,09 milliards d'euros) et en France (5,03 milliards d'euros). La différence avec nos deux voisins européens s'explique d'abord par le faible développement des financements « Growth Equity » en France. Ce type d'investissement finance des entreprises en croissance avec un concept qui a fait ses preuves contrairement aux financements des innovations et des modèles disruptifs de start-up, beaucoup plus classiques en France.

À l'échelle des régions françaises, l'Île-de-France capte 70 % des montants levés, viennent ensuite Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans ce classement, la Bretagne est la 7^e région devant les Pays de la Loire et Bourgogne-Franche-Comté.

En 2019, le montant des fonds levés par l'écosystème rennais était comparable à d'autres métropoles françaises. Les entreprises nantaises ont levé 100 millions d'euros et les 10 premières levées de fonds de Bordeaux et sa région totalisaient 75 millions d'euros (81 millions d'euros pour Rennes).

SOURCES DES DONNÉES

ACOSS-URSSAF

Le champ de l'URSSAF couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans le secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Il est très proche de ceux de l'UNEDIC (hors grandes entreprises nationales) et de l'INSEE (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des URSSAF n'est donc pas totale.

Emploi salarié privé. Les effectifs salariés diffusés correspondent au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période renseignée dans le bordereau de cotisations (BRC), et la Déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue progressivement au BRC. Chaque salarié compte pour un, quel que soit son temps de travail.

Masse salariale. L'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales.

Embauches de plus d'un mois. CDI et CDD de plus d'un mois (31 jours). La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) recense les intentions d'embauches de tout salarié, quelles que soient la nature et la durée du contrat.

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)

La DARES et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

Les défaillances d'entreprises correspondent à l'ouverture d'une procédure collective selon les perspectives de poursuite d'activité de l'entreprise et les pouvoirs du dirigeant.

La sauvegarde. L'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés.



Contacts

Christophe Le Page, Hélène Rasneur (Audiar)
Gaëlle Chapon (Audiar-Conseil de dév.)
Christine Guémené (Cellule statistique URSSAF Bretagne)

Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire. L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire. L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes, de plus, son redressement est manifestement impossible. Le tribunal va liquider l'entreprise (activité arrêtée et actifs liquidés).

Le ressort territorial du Greffe du Tribunal de commerce de Rennes comprend l'aire métropolitaine de Rennes et les territoires de Vitré, Fougères et Redon. Le reste du département est couvert par le Greffe du Tribunal de commerce de Saint-Malo.

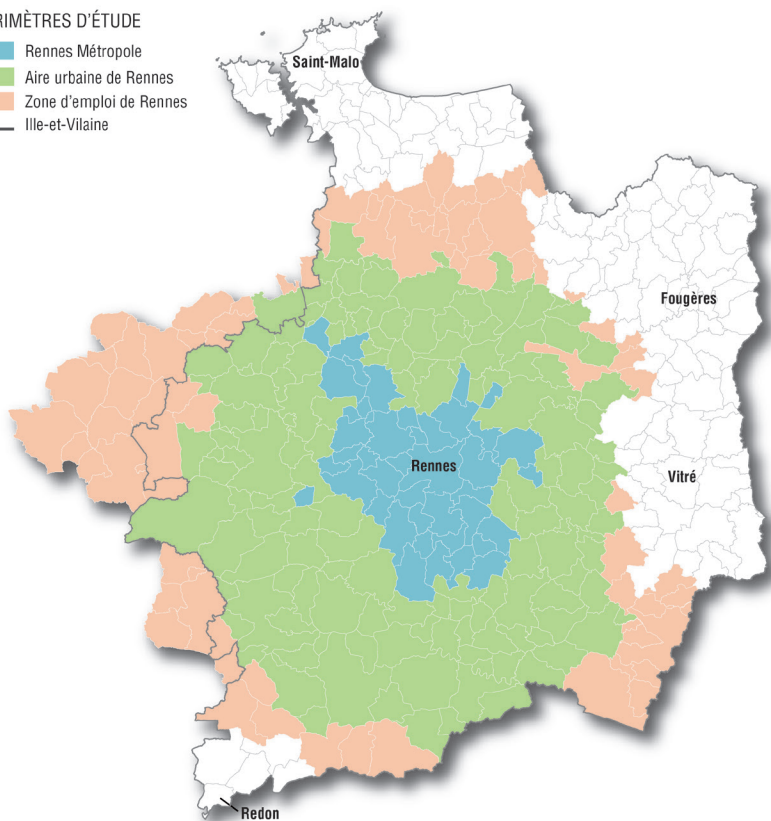
BANQUE DE FRANCE

Les créances impayées

Les établissements de crédit déclarent à la Banque de France les incidents de paiement-effets de créances dès lors qu'ils constatent un défaut de paiement à l'échéance ou à la présentation des ordres de paiement d'une entreprise. La Banque de France enregistre dès le premier Euro les incidents de paiement-effets afin d'assurer l'exhaustivité de la base. La situation résumée des incidents de paiement sur les 15 mois est diffusée aux établissements de crédit et assureurs-crédit ainsi que le détail des incidents supérieurs ou égaux à 1 524 Euros.

PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

- Rennes Métropole
- Aire urbaine de Rennes
- Zone d'emploi de Rennes
- Ille-et-Vilaine



Composition de la cellule de veille

Copilotes :

Hervé LE JEUNE, *Union des Entreprises pour l'Ille-et-Vilaine*

Patrick SOULIER, *CGT 35*

Membres : APEC, APECITA, Banque de France, C.E.E.I. Créativ, CCI Ille-et-Vilaine, Chambre d'Agriculture de Bretagne, Fédération Française du Bâtiment en Ille-et-Vilaine, Fédération Syntec, Fondation Rennes 1, Insee Bretagne, Pôle Emploi – DR Bretagne, Randstad, Syndex, Union Régionale des Scop de l'Ouest, URSSAF

